5. Si les autorités aéronautiques ne peuvent se mettre d'accord sur tout tarif qui leur est présenté en vertu du paragraphe 3 du présent article ou la détermination de tout tarif aux termes du paragraphe 4, le différend sera réglé conformément aux dispositions de l'Article 16 du présent Accord.

6. Aucun tarif n'entrera en vigueur si les autorités aéronautiques de l'une ou l'autre des Parties contractantes n'en sont pas satisfaites.

7. Les tarifs établis conformément aux dispositions du présent article resteront en vigueur jusqu'à ce que de nouveaux tarifs aient été fixés de la même manière.

ARTICLE 9

1. Les aéronefs utilisés par l'entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes pour l'exploitation de la route spécifiée ainsi que l'équipement normal, les pièces de rechange y compris les moteurs, le carburant, l'huile, les lubrifiants et les approvisionnements, y compris les vivres, qui sont conservés à bord des aéronefs, de même que le matériel publicitaire qui est diffusé gratuitement seront exonérés de tous droits de douane, frais d'inspection et autres droits par l'autre Partie contractante à l'arrivée dans le territoire de cette Partie contractante et au départ.

2. Le carburant, l'huile, les lubrifiants et les approvisionnements consommables, y compris les vivres, qui sont pris à bord des aéronefs dans le territoire de l'autre Partie contractante par l'entreprise de transport aérien désignée de la première Partie contractante pour l'exploitation de la route spécifiée seront exonérés des droits de douane, frais d'inspection et autres droits.

3. Les pièces de rechange, y compris les moteurs, et l'équipement normal qui sont introduits dans le territoire de l'autre Partie contractante pour l'entretien et la réparation des aéronefs exploités sur la route spécifiée par l'entreprise de transport aérien désignée de la première Partie contractante seront aussi exonérés des droits de douane, des frais d'inspection et autres droits. Toutefois, ces pièces et équipement seront gardés en entrepôt et ne seront ni vendus ni utilisés à d'autres fins dans le territoire de l'autre Partie contractante; ils seront soumis à des frais d'entreposage conformément au règlement de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 10

1. Les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes peuvent imposer des droits équitables et raisonnables pour l'utilisation, par l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante, des aéroports et autres installations et services placés sous son contrôle ainsi que des services et bâtiments connexes, à condition que ces droits ne soient pas plus élevés que les droits imposés à toutes les autres entreprises de transport aérien qui assurent des services internationaux analogues.

2. Aucune des Parties contractantes n'accordera la préférence à sa propre entreprise ou à toute autre entreprise de transport aérien par rapport à l'entreprise de transport désignée de l'autre Partie contractante en ce qui concerne les installations et les services relatifs aux douanes, à l'immigration et à la quarantaine ou l'utilisation des aéroports, des voies aériennes et autres installations et services placés sous son contrôle.